COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 28 juin 2021

L'an deux mil vingt et un, le vingt-huit juin à dix-neuf heures, les membres du conseil municipal de la commune de Valdivienne se sont exceptionnellement réunis dans la salle polyvalente de Salles-en-Toulon en séance publique, sur la convocation qui leur a été adressée par le maire conformément aux articles L. 2121-10, L.2121-11 et L. 2122-8 du code général des collectivités territoriales.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 22

Nombre de Conseillers municipaux présents : 20

Date de la convocation du conseil municipal : 23.06. 2021

Date d'affichage de la convocation : 23.06.2021

Présents : MM Claudie BAUVAIS, Sylvie ROY, Robert BENOIST, Sandrine MORISSET, Joël FAITY, Béatrice DARRAS, Patricia BOILEAU, Benoît BOULET, Isabelle MIGNERE, Eve BOURGOIN, Gwénola DOARE, Sophie DEVAUX, Nathalie BROUARD, Claude PUISAIS, Thomas MESMIN, Renaud GAUD, Mikaël RABIS, Yohan TORNAIS, Denis GERMANEAU, Elodie RANGER

Absents excusés : MM. Philippe PAPUCHON pouvoir à M. GERMANEAU

Absente non excusée : M^{me} Christelle COUDRAY

Madame le Maire soumet le compte rendu de la précédente réunion à l'approbation des membres du conseil municipal. N'appelant pas d'observations ce compte rendu est adopté à l'unanimité.

ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER NOUVELLE AQUITAINE : VALIDATION DU PRIX DE CESSION TERRAINS IMPASSE DES COLOMBES

Madame le Maire rappelle la convention opérationnelle signée avec l'Etablissement Public Foncier Nouvelle Aquitaine (EPFNA) le 28 octobre 2015, pour une durée de 4 ans, pour la revitalisation du centre bourg. Cette convention a depuis été modifiée par un avenant du 25 octobre 2018, afin notamment de prolonger sa durée jusqu'au 21 décembre 2021.

Dans le cadre de son intervention l'EPFNA a acquis des emprises financières entre 2018 et 2019 auprès de plusieurs propriétaires.

En 2019 l'EPFNA a également démolit les silos de l'entreprise TERRENA et régularisé toutes les emprises foncières par l'intervention d'un géomètre expert qui a mis à jour le cadastre et les surfaces.

La convention arrivant à échéance le 21 décembre 2021, la commune a fait part à l'EPFNA de son souhait de racheter le foncier.

Madame le Maire présente au conseil un état des dépenses engagées par l'EPFNA qu'elle soumet à son approbation.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages :

- valide le prix de cession arrêté à la somme de 262 146.50 € TTC
- autorise madame la Maire à signer l'acte qui sera établi par maître PINIER 4 route de la gare 86550 MIGNALOUX BEAUVOIR ainsi que tout document se rapportant à cette affaire

ACHAT PARCELLES À M. PAITRE

Madame le maire rappelle que la commune avait sollicité le propriétaire d'un terrain situé aux groges afin de s'en porter acquéreur dans le cadre d'un projet d'agrandissement du carrefour

Monsieur Didier PAITRE, propriétaire de la parcelle cadastrée section ZL n°207 d'une superficie de 449 m² a donné son accord. Les négociations ont abouti au prix de 11 € le m²

Madame le Maire soumet donc cette proposition au vote du conseil. Le vote a lieu à main levée

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages

- Décide l'acquisition de la parcelle de terre cadastrée ZL 207 au prix de 4939 €
- Dit que les frais d'acte et les honoraires du notaire, office notarial de Chauvigny, seront à la charge de la commune
- Autorise le maire à signer l'acte correspondant et tous documents se rapportant à cette affaire

AVIS SUR PROJET AGRIPHOTOVOLTAÏQUE

Madame le Maire rappelle la réunion du 21 juin avec les agriculteurs qui font pression pour obtenir de la mairie un avis favorable au projet présenté ce jour-là.

Elle expose que dans le cadre du moratoire sur l'éolien, la Communauté de Communes Vienne & Gartempe a largement atteint les objectifs 2040 et qu'elle a avisé les agriculteurs qu'elle n'inscrirait pas la délibération demandée au conseil municipal de ce jour.

Pour autant elle invite les élus à s'exprimer sur le dossier.

M. FAITY : il est important de s'exprimer plutôt favorablement pour ce collectif qui représente la majorité des agriculteurs de la commune. Ce projet peut être une opportunité de survie pour eux mais également pour la commune si l'on ne veut pas qu'ils disparaissent. 10% de chiffre d'affaires supplémentaire serait un énorme ballon d'oxygène. Pense qu'il faut les aider mais ils doivent se faire assister par un juriste pour garantir leur contrat. Il leur faut de nouvelles ressources pour de nouvelles idées. En conclusion expérience à tenter avec des garanties.

M. RABIS : plus réservé même s'il conçoit le besoin de diversification de leurs ressources. L'entreprise qui les accompagne met « de la poudre aux yeux ». Concilier la culture et l'élevage est impossible mais il existe d'autres manières de faire évoluer leurs productions.

M. GERMANEAU : le monde agricole est en crise mais l'agri photovoltaïque n'est pas forcément une bonne solution pour les aider. Il s'agit de faire un choix politique qui n'aura pas ou peu d'impact et il est anormal d'utiliser des surfaces agricoles. A moyen terme l'entretien sous panneau devient uniquement du broyage. Est-ce vraiment du soutien à l'agriculteur?. Les chambres d'agriculture sont là pour les conseiller. Il est difficile d'avoir un avis sur la politique agricole. Il ne faut pas comparer les céréaliers avec les éleveurs. Les idées sont purement financières. Pourquoi ne pas présenter un autre mode de fonctionnement en bio? L'entreprise se présente « comme le sauveur ».

M^{me} DOARE : Il y a peut-être d'autres façons moins impactantes de faire de la diversification sur les terres agricoles (chanvre, lin, paille pour la construction ?, bois de chauffage issu de haies, photovoltaïque en toiture de bâtiment...) Ce qui choque c'est de produire de l'énergie loin des lieux de consommation.

M. GAUD : il n'est pas prêt à laisser 15 % de terres agricoles pour un projet sur 40 ans. Ce n'est pas sa vision en terme d'aménagement du territoire. Ils peuvent avoir d'autres projets ensemble. Il a une autre vision de l'agriculture. Ce n'est pas aux communes de dégrader nos territoires pour des contraintes nationales et européennes. Cela a forcément un impact sur l'environnement.

M. MESMIN : par définition l'agriculteur modèle le paysage mais avec des excès. Sous prétexte de l'augmentation du chiffre d'affaires il va passer d'une dépendance à une autre... un agriculteur n'est pas un financier mais quelqu'un qui nourrit. Les agriculteurs sont victimes du système et il espère les sauver sans avoir besoin de recourir au photovoltaïque.

M. BENOIST : on nous impose des quotas dans différents domaines ; en 2035 le parc auto sera électrique ou à l'hydrogène...

M. MESMIN : le plan de relance va sur l'appui au combustible et à l'hydrogène. Attention, au même titre, les agriculteurs cultivent la terre, ils sont victimes de la mondialisation. On les empêche de vivre de leur métier et il espère les sauver sans avoir besoin de recourir au photovoltaïque. Ce sont les lois supra nationales qui régissent l'agriculture.

M. BENOIST demande combien d'agriculteurs sont installés sur la commune ? Actuellement 7 exploitants habitent la commune et ils sont tous partis au projet.

Il rappelle qu'il y a également des restrictions au niveau du Plan local d'Urbanisme Intercommunal dont il faut tenir compte.

M^{me} BROUARD : au départ elle était contre mais d'autres agriculteurs lui ont apporté des arguments ; le bio ne pourra pas durer. Quelles solutions ont-ils pour vivre de leur métier ? Il faut les rencontrer à nouveau et les écouter.

M. BOULET : est gêné dans la démarche car s'il n'y a pas de projet, c'est la mort et l'inverse aussi.

M. PUISAIS : a pu échanger avec les agriculteurs et voir le document qu'ils ont déjà signé.

Il rejoint monsieur FAITY dans le sens où 10 % de 200 ha ce n'est pas énorme individuellement pour chacun. Il y a sûrement des endroits plus propices si la commune devait accepter ce projet. Ce n'est pas ce qui va sauver leur exploitation. Ils sont pris dans un système où ils ne maîtrisent pratiquement plus rien. Mais ils n'ont pas vu l'aspect juridique jusqu'à maintenant.

Mme le Maire : les agriculteurs veulent obtenir l'aval de la mairie avant de déposer leur permis de construire car cela coûte très cher. La chambre d'agriculture est actuellement défavorable à ces propositions et madame la Préfète donne son accord uniquement sur les fonds de carrières. Les entreprises ont fait pression pour l'éolien ; maintenant elles s'orientent sur le photovoltaïque.

Elle suggère de proposer une réunion fin août aux agriculteurs. Voir ce qui se passe ailleurs. Les élus demandent qu'ils présentent un projet concret

CCVG : REMBOURSEMENT À LA COMMUNE DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT 2020 LA MAISON BLEUE

Madame le Maire présente au conseil un projet de convention qui a pour objet le remboursement, par la Communauté de Communes Vienne et Gartempe, des charges de fonctionnement supportées par la commune pour l'année 2020 au regard des actions enfance/jeunesse relevant de la compétence de l'intercommunalité.

Le montant de la refacturation des charges s'élève à 3 173.87 €

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés, valide le montant présenté pour lequel un titre de recette sera émis.

Dans le cadre du PV de transfert qui reste à finaliser madame le Maire indique qu'elle a demandé à la CCVG que les fluides soient dissociés.

CONVENTION DÉROGATOIRE POUR SUBVENTION DETR OPÉRATION SDIS – MAISON À FEU

Madame le Maire rappelle la délibération 2021-001 du 18 janvier 2021 concernant la rénovation du simulateur de formation « maison à feu » du centre de formation du Service Départemental d'Incendie et de Secours – SDIS - à VALDIVIENNE et la demande de subvention DETR déposée dans ce cadre.

Il convient maintenant de formaliser l'attribution de cette subvention et de signer une convention tripartite, entre l'ETAT, la COMMUNE et Le SDIS, dont lecture est faite en séance.

Cette convention est indispensable pour procéder à l'engagement juridique de la subvention qui sera versée directement au SDIS.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal procède à un vote à main levée

- adopte à l'unanimité des suffrages la convention.
- Autorise madame le Maire à signer la convention et tous documents se rapportant à cette affaire.

MODIFICATION DU PROJET CULTUREL DES ATELIERS MISUK

Madame le Maire donne la parole à monsieur BENOIST, adjoint en charge de la culture.

Il rappelle que lors du vote du budget le projet des ateliers MISUK, avait été retenu pour un montant de 2 200 € et devait se conclure par un concert donné à l'église de Morthemmer.

Or le projet a évolué et c'est le site du théâtre de verdure des Genêts qui a été retenu pour la présentation du

spectacle qui sera donné à l'issue des ateliers. Ce nouveau projet inclut une prestation complémentaire et augmente le montant du devis qui s'élève à 2 875 €.

Madame le Maire soumet donc le nouveau projet à l'avis des membres du conseil.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages :

- adopte le nouveau projet pour une dépense de 2 875 €.
- demande de solliciter auprès de la Communauté de Communes Vienne Gartempe l'attribution d'une subvention au titre du fonds culture

M^{me} le Maire alerte sur les objectifs 2021 qui étaient de stabiliser le fonctionnement et de faire chuter l'investissement ; elle demande aux élus de bien préparer les projets avant le vote du budget.

QUESTIONS DIVERSES

MADAME LE MAIRE

- Présentation de la montée en débit et autres options, subventionnées par le conseil départemental, pour ceux qui n'y ont pas accès. En terme de téléphonie mobile 3 opérateurs sont installées sur la commune, Orange SFR, Bouygues et offrent une bonne couverture communale.

- Arrivée de la fibre: les études pour son déploiement ont débuté et les travaux sont programmés sur notre commune en 2023 pour 1456 foyers; La prochaine étape est le repérage par boîte aux lettres. Superposition à faire dans les villages qui n'ont pas de numéro de voirie sinon les habitants ne recevront jamais la fibre. Travail à faire rapidement car Orange démarrera en fin d'année son comptage de boîtes aux lettres.

M. GAUD : attention à être vigilant sur les demandes d'autorisations lorsqu'ils interviendront sur la commune car ils sont x sous-traitants.

M. BOULET alerte sur un autre souci qu'est l'égoutage sur les propriétés privées car beaucoup ne le font pas. M^{me} le Maire indique qu'il y a très peu d'enfouissement dans les villages. Ils utiliseront les poteaux télécom si existants sinon nous aurons une nouvelle pollution visuelle.

- Signale le passage de marcheurs, sur la commune, le 1^{er} juillet à 17 h dans le cadre du pèlerinage de ST Martin de Tours.

- Le projet de Maison de Santé avance ; l'équipe de soins primaire s'est réunie et le projet va être envoyé à l'Agence Régionale de Santé pour validation ; dès que l'accord sera obtenu, la Communauté de Communes Vienne & Gartempe engagera le projet afin de relier les 2 bâtiments ; la CCVG achètera le cabinet médical du Dr BOULINE et la commune mettra à disposition le bâtiment communal actuellement occupé par l'ADMR et le cabinet d'infirmières.

- l'harmonie municipale de Chauvigny présentera un concert le 26/06 au théâtre de verdure. L'association est actuellement à l'étroit dans les locaux dont elle dispose à Chauvigny pour ses répétitions et recherche de nouveaux locaux plus spacieux. Elle a utilisé la salle des fêtes de St Martin pour les répétitions et serait très intéressée par le prêt de ces locaux car la commune de Chauvigny n'est plus en mesure de leur fournir une salle à leur dimension le vendredi soir (La salle Charles Trenet est souvent occupée). Madame le Maire a rencontré la présidente du Comité de Gestion de la salle des fêtes qui n'a pas d'opposition à cette demande car la location ne débute, sauf exception, que le samedi. Attention cependant à ne pas pénaliser les associations locales comme Valdoudingues qui y fait 10 répétitions les vendredis entre février et fin mars. Autre bémol concernant le ménage...

M^{me} MORISSET fait observer que les associations en ont parfois besoin pour leur manifestation dès le vendredi.

M. BOULET alerte également sur le volume sonore ; il faut penser aux riverains (20h-22h). A réfléchir pour fin août.

- M^{me} le Maire : propose de fermer l'accueil de la mairie les matins d'été tout en assurant l'accueil

téléphonique et les urgences. Adopté à l'unanimité

M. TORNAIS

Signale que les bas-côtés sont une catastrophe à la Baudière et qu'il en est de même pour les chemins communaux. Faire le point avec les services techniques.

M^{me} MORISSET

- demande s'il y aura des gels hydro alcooliques à disposition et des masques pour les bénévoles qui travailleront le 17 juillet pour la fête nationale organisée par la commune

M^{me} le Maire est d'accord pour l'utilisation des gels pour les buvettes et espaces de restauration mais elle considère qu'en ce qui concerne les masques tout le monde est sensé en avoir un.

Mme le Maire rappelle que les demandes des associations concernant l'intervention logistique des services techniques ou des services administratifs pour les locations de salles sont à faire parvenir sur la boîte mail mairie@valdivienne.fr

Elle rappelle que les bénévoles doivent conserver leur rôle. Les services techniques sont là pour le transport pas pour mettre en place une manifestation excepté pour la fête nationale, les cérémonies du 08/05 et 11/11 ainsi que Valdiv'expo qui sont d'initiative communale

- voyage intergénérationnel : ouverture des inscriptions le 03 juillet. Il faut que les élus qui souhaitent y participer s'inscrivent dès maintenant.

M. BENOIST :

- Rappelle le tournage d'un court métrage sur la commune le 25 août et lance un appel à ceux qui souhaiteraient faire de la figuration.

- A participé à la sortie scolaire avec 3 classes au cours de laquelle Nina MAINVILLE est dans le cadre de la création d'une chorale qui donnera un concert à l'église de Morthemmer.

- Clip vidéo sur Valdivienne : les drones sont autorisés pour les prises de vues aériennes : les Bisons, Poitou Emballage, CDN Horse, Alliance Pastorale.

M. MESMIN

Demande qu'une commission jeunesse soit programmée rapidement pour la préparation de la fête de la science. Verra avec les enseignants leurs disponibilités.

Mme Christine POPULUS qui assiste à la séance demande la parole à madame le Maire qui la lui accorde.

- Concernant l'entretien des chemins elle rejoint M. TORNAIS. Cela fait 3 ans qu'elle dit que les chemins de randonnées sont enherbés de 70 à 80 cm de haut et que c'est glissant voir dangereux. Elle l'a encore signalé cette année : cela a été fait en juillet, c'est beaucoup trop tardif.

- arrivée de la fibre en 2023 : demande si les nouvelles habitations sont prises en compte ? Madame le Maire lui indique que le PLUI permet de répertorier les zones à urbaniser.

- Projet des agriculteurs... se fait là la porte-parole des propriétaires fonciers car pour elle il y a « 2 poids 2 mesures : le PLUI ne permet plus d'urbaniser ailleurs que dans le bourg en raison de la protection des surfaces agricoles : de quoi parle-t-on?; parfois des rendements médiocres. Le PLUI est une hérésie ; des parcelles déjà construites sont mises en zone agricole : absence de l'empreinte de l'homme ; pourquoi est-il possible de mettre du photovoltaïque ? »

A titre personnel alerte sur le bail emphytéotique et sur l'investisseur étranger. A titre d'exemple cite le cas des agriculteurs de Metz qui perçoivent aujourd'hui 2 cts au lieu de 70 cts prévu au contrat.

Quelle localisation pour ce projet route de la Chapelle Viviers. Projet intéressant pour les investisseurs si supérieur à 50 ha de terres agricoles.

Si les valdiviennois sont autorisés à construire, ce ne sera pas plus perturbant et ne prendrait pas autant de

surface vierge. Elle se dit contre le photovoltaïque qui est une hérésie.

Le prochain conseil municipal aura lieu le lundi 30 août 2021 à 19H00. La séance est close à 21 heures 15.